



PROJET DE DÉCLARATION

NOUS, acteurs du progrès social, organismes communautaires, associations étudiantes, groupes environnementaux, mouvement féministe et organisations syndicales, nous nous engageons par notre solidarité à :

« Refuser l'austérité pour construire un Québec plus juste! »

Parce que nous défendons l'accessibilité et la qualité des services à la population dans la santé, dans les services sociaux, dans l'éducation et dans les services de garde pour assurer une plus grande justice sociale et une meilleure redistribution de la richesse ;

Parce que nous jugeons que l'égalité passe par la non-discrimination, la non-violence et par l'autonomie économique des femmes ;

Parce que nous reconnaissons le droit des peuples à l'autodétermination et le droit de participer aux décisions qui peuvent avoir des conséquences sur leur vie ;

Parce que nous pensons qu'une qualité de vie décente passe par des programmes soutenant les personnes en situation de pauvreté, les familles, les personnes immigrantes ;

Parce que nous sommes d'avis qu'un pays *fou de ses enfants* doit proposer une politique familiale accessible et respectueuse des parents et des enfants ;

Parce que nous croyons que la concertation est une clé fondamentale du développement des régions ;

Parce que nous avons à cœur le développement économique du Québec et la création d'emplois de qualité ;

Parce que nous voulons protéger l'environnement ;

Parce que nous estimons que le gouvernement doit avoir le courage d'aller chercher de nouveaux revenus autrement que par la tarification des services ;

Parce que nous considérons que d'autres choix sont réalisables, comme ceux de lutter contre les paradis fiscaux et d'imposer justement les grandes entreprises et les banques ;

Parce que nous croyons qu'un autre Québec est possible ;

REFUSONS L'AUSTÉRITÉ

NOUS exigeons que cessent les mesures d'austérité et **NOUS** proposons :

- L'adoption d'une véritable politique de développement durable pour le Québec, qui réponde aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Une politique qui reconnaisse le droit à l'autodétermination des peuples autochtones, l'égalité entre les femmes et les hommes et le droit de tous de vivre dans la dignité. Une politique qui permette :
 - une réduction significative des gaz à effet de serre et une réduction de notre dépendance au pétrole ;
 - une réduction des inégalités sociales ;
 - un développement régional appuyé par les acteurs locaux ;
 - une économie génératrice d'emplois de qualité.
- Une révision du régime fiscal qui assure un financement adéquat des services publics et des programmes sociaux par :
 - une plus grande participation des entreprises au financement de l'État en imposant notamment un impôt minimum aux entreprises et en introduisant une taxe sur le capital pour les institutions financières ;
 - une refonte des avantages fiscaux qui ne favorise pas indûment les plus riches, comme ceux concernant les gains en capital, les options d'achat, les fondations philanthropiques et les successions ;
 - une intensification de la lutte à l'évasion fiscale, à l'économie souterraine et aux paradis fiscaux ;
 - une plus grande progressivité de l'impôt des particuliers en augmentant les paliers d'imposition pour les personnes dont le revenu est plus élevé.
- L'ouverture d'un véritable dialogue social pour définir collectivement les finalités de l'État québécois.